« Les Frères musulmans mènent une guerre de basse intensité contre la France »

FABIEN CLAIREFOND

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER

L'anthropologue*, qui organise le 15 mai un colloque international sur les islamismes en Europe, se félicite du lancement d'une mission sur la mouvance des Frères musulmans. Selon elle, nous avons aujourd'hui affaire à des théocrates qui veulent en finir avec la démocratie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
Alexandre Devecchio

LE FIGARO. – Dans un article paru dans le *JDD*, le ministre de l'Intérieur a déclaré son intention de commander un rapport à des hauts fonctionnaires sur l'islamisme politique et sur les Frères musulmans. Que cela vous inspire-t-il ?

FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER. – La lettre de mission ne proposerait pas d'enquêter mais de faire un état des lieux d'un problème déjà connu par les services mais dont la publication serait, je cite, « *nécessaire pour convaincre la France, les institutions, les élus locaux et les décideurs* » de l'existence de la menace que représentent les Frères musulmans.

Le gouvernement et en particulier le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, s'est montré attentif à la menace islamiste mais il priorisait jusqu'ici le traitement des risques de passage à l'action violente, les menaces projetées de l'extérieur par des groupes terroristes. La loi séparatisme a abouti à des mesures anti-jihadistes. Mais la lutte contre la diffusion de l'idéologie qui nourrit le séparatisme, n'a pas réellement commencé. La DGSI a parfois confié son désarroi face à cette menace et le manque de moyens déployés. Il semble qu'elle ait été entendue comme le montre cet entretien à deux voix accordées au *JDD* par le ministre et un fonctionnaire des renseignements intérieurs. Les grilles d'analyse et les moyens d'enquête ne sont pas les mêmes selon que l'on traque les djihadistes ou un réseau subversif protéiforme qui travaille secrètement mais le plus souvent dans la légalité. La confrérie partage des éléments que l'on peut attribuer à certaines sectes, des méthodes d'entrisme et d'infiltration comparables à celles de certains groupes trotskistes et un arrangement interne qui fait penser à une organisation mafieuse, tout cela avec des extensions transnationales et un patrimoine historique appuyé sur une religion plus que millénaire…

On peut avoir du mal à comprendre des phénomènes nouveaux mais cela ne doit pas nous faire perdre de vue que nous pouvons être attaqués et déstabilisés. Les Frères musulmans mènent une guerre de basse intensité que, hélas, nous lisons à travers le prisme déformant de la radicalité.

Vous parlez de guerre de basse intensité, mais contre quels ennemis ?

Nous avons affaire à des théocrates qui veulent en finir avec la démocratie. La théocratie c'est le gouvernement au nom de Dieu, la démocratie c'est le gouvernement au nom du peuple, elles sont incompatibles. Nous avons peine à imaginer ce retour de la théocratie avec ses dévots et ses fanatiques, surtout quand ils sont en costumes, s'habillent en Nike. Nos moyens de compréhension et d'analyse de ces faits sociaux sont inadaptés et, pire, instillent un poison qui inhibe notre capacité à nous en défendre.

Une double maladie a atteint les sciences sociales et donc les universités il y a environ trente ans : le déconstructionnisme et ce qu'on pourrait appeler le « narrativisme ». La déconstruction d'un phénomène social est une excellente méthode pour en saisir les tenants et les aboutissants, mais quand elle devient un *but* (le déconstructionnisme) plutôt qu'un *moyen* de connaissance, alors elle ne fait que la démantibuler, l'éparpiller et engendrer la confusion. Cette pathologie de la connaissance procède d'une autre, celle de considérer qu'il n'y a pas de faits en tant que tels mais uniquement des discours sur les faits, des « narratifs ». Ce que vous voyez n'existe pas, ce qui existe c'est ce que l'on dit que c'est. Cela aboutit à dire qu'une femme n'existe pas, c'est un individu à utérus, ou qu'il peut exister des femmes à pénis, que l'islam est une race, bref des choses qui ne collent pas avec ce que l'on observe.

Le grand public est moins touché par ce poison, il pense qu'il n'est pas fou, qu'il voit ce qu'il voit, même si on le culpabilise, parce que la plupart des gens ne vivent pas dans l'univers idéel du monde académique, ils vivent dans le monde.

Comment les Frères musulmans agissent-ils concrètement ?

Le but de ces théocrates est la réunion de l'Oumma, la nation musulmane seule licite à leurs yeux. Ils souhaitent instaurer une société islamique mondialisée selon une exigence divine. Dans les sociétés sans tradition musulmane, ils veulent rendre la société « charia-compatible » jusqu'à ce qu'elle « se rende » naturellement à l'islam. Les Frères sont des salafistes, donc des fondamentalistes, du « texte » et du « contexte ». Il leur faut inculquer une lecture littéraliste intégraliste et systémique du Coran et de la Sunna aux musulmans et convaincre l'ensemble de la société que cette lecture de l'islam est la seule possible. La lutte contre l'islamophobie fait cela très bien, si vous tenez qu'on peut être musulman sans être islamiste c'est-à-dire qu'il est possible de renoncer à ce qui, dans la charia, ne se soumet pas aux lois du pays, alors vous êtes traité d'« islamophobe » et de « raciste ». Certains prétendent que cet intégralisme intransigeant ne serait qu'un « conservatisme » mais c'est souvent une façon d'euphémiser le problème. Les Frères sont sortis des mosquées depuis longtemps, s'impliquent dans des activités comme le secteur halal bien sûr avec les grandes marques qui reprennent la mode pudique mais aussi les domaines du sport, de l'éducation, de la médecine, de la justice, de la sécurité, des organisations étudiantes, des syndicats. Pour favoriser cette avancée, il faut endormir les consciences en se victimisant sans cesse et en culpabilisant toute critique. Cela fonctionne bien… tant qu'on laisse les gens dans l'ignorance.

Pensez-vous que le gouvernement souhaite vraiment s'attaquer au problème ? La loi sur le séparatisme n'était-elle pas déjà censée régler le problème ?

La façon de poser le problème va dans le bon sens, et si les rapporteurs en tirent les conséquences, cela pourrait faire de la France le pays le plus avancé parmi les pays d'Europe et peut-être du monde, un modèle inspirant. Le milieu académique doit aussi se mobiliser pour venir au secours de la connaissance, relancer les débats plutôt que les invectives et les intimidations, et ainsi renforcer la démocratie. ■

** Florence Bergeaud-Blackler est docteur en anthropologie et chargée de recherche au CNRS. En 2023, elle a publié « Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête », aux Éditions Odile Jacob. Le 15 mai, elle organise le colloque international sur les islamismes en Europe en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer et avec le soutien du conseil régional d'Île-de-France.*

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS

Le rap, culture de la rébellion ou de l'air du temps ?

■ **PENSER LE RAP. DE PARIA À DOMINANT : ANALYSE D'UN PHÉNOMÈNE CULTUREL**
Kévin Boucaud-Victoire, Éditions de l'Aube, 149 p., 16 €.

Depuis que les enfants de riches sont les seuls, ou presque, à taper sur le tambour d'une batterie et à rêver d'une carrière à la Mick Jagger ou Kurt Cobain, la légende veut que le rap ait supplanté le rock comme contre-culture. Et puis le marché, avec ses grosses maisons de disques et ses radios commerciales, serait passé par là, emportant dans son sillage les textes engagés et les idéaux. Quand la contre-culture est devenue culture globale, les révolutionnaires l'auraient mis en sourdine. Mais le rap, en France, a-t-il un jour été la musique de la rébellion ? On en doute, après la lecture de l'essai de Kévin Boucaud-Victoire, *Penser le rap. De paria à dominant : analyse d'un phénomène culturel* (Aube). Dans ce livre, le rédacteur en chef de la rubrique Débats et idées à *Marianne* revient sur la genèse et les évolutions du genre devenu « *la référence musicale de tous les jeunes, immigrés ou autochtones, prolos ou bourgeois, habitant la "France des métropoles", la "France périphérique" ou des "quartiers dits sensibles de France et de Navarre"* », vanté par les générations précédentes qui tentent, avec plus ou moins de réussite, de rester dans le coup à l'image de la ministre de la Culture, Rachida Dati, invitée de Skyrock en mars dernier.

Rembobinons. Au début des années 1980, deux camps naissent aux États-Unis : le rap californien (le « gangsta rap ») et le rap new-yorkais. La West Coast contre l'East Cost. L'un des pères fondateurs du premier, Ice-T, raconte dans son premier album, sorti en 1986, l'histoire d'un gangster qui se fait réveiller par une descente de police à six heures du matin. Le rythme de la mélodie est lent. À New York, où émerge le « rap de rue », les paroles sont « *souvent très sombres* », la musique plus rapide, relate Kévin Boucaud-Victoire, lui-même amateur de rap. Les têtes de gondole s'appellent Notorious B.I.G. ou Mobb Deep. Déjà, les rappeurs passent moins de temps à se battre contre la société qu'à se faire la guerre entre eux. Rapidement, le rap, tendance côte Est, débarque chez nous et trouve un écho chez les habitants des barres HLM qui poussent aux abords des métropoles depuis les années 1950-1960. À l'aube de la décennie 90, la France découvre les graffitis, chante les louanges des « cultures urbaines », les chanteurs en vogue s'appellent NTM ou le groupe IAM. Ils crient, en chanson, leur défiance des flics, du gouvernement et de tout ce qui s'apparente à l'ordre (« *Police machine matrice d'écervelés* », chante NTM en 1993). La provoc' fonctionne : un syndicat de police ne trouve rien de mieux à faire qu'attaquer Suprême NTM, et son leader Joey Starr, en justice après avoir scandé « *Nique la police !* » lors d'un concert contre le Front national ; le groupe est condamné à une amende et permet au rap de décrocher ses lettres de noblesse de mouvement culturel de la transgression.

Derrière cet anticonformisme bon teint, le mot « quartier » devient dans la bouche de nos gouvernants indissociable de celui de « prioritaire ». La fin des années 1980 coïncide avec l'institutionnalisation de la politique de la ville et, dans les faits, le discours du « nous » contre « eux » est déjà obsolète. Sur le plan économique, le rêve révolutionnaire de changer la société est supplanté par celui de créer sa propre société. À l'époque, rares sont les voix dans le milieu du rap à s'élever contre les « années fric » de Tapie, rappelle l'auteur. Au contraire, quand ils ne signent pas des partenariats avec Nike, Lacoste ou Adidas, les rappeurs créent leur propre marque de vêtements (en 2004, Booba lance Unkut) et autres produits dérivés.

Depuis les années 2000, le rap, à mesure qu'il s'est érigé au rang de culture dominante, a cessé de s'en prendre aux forces de l'ordre ou aux prétendues injustices sociales dont seraient victimes les habitants des quartiers pour parler de lui-même (l'auteur s'appuie sur une étude selon laquelle le mot « flic » était évoqué dans 12 % des textes dans les années 1990, contre 2 % aujourd'hui et le mot « ghetto », de 9 % à 2 %). Et quand il ne pointe pas du doigt ses supposées dérives, la presse de gauche le fait pour lui, seul domaine où elle s'autorise à être réac'. « *Le rap français de 2016 a-t-il tué le respect des anciens ?* », s'interrogeait *Les Inrocks*.

Aujourd'hui, le genre s'attaque aussi aux sujets à la mode dans les quartiers islamisés, comme Israël et la laïcité à la française. Les nouvelles coqueluches du rap, les Nekfeu, PNL, Médine, qui n'ont connu que le voile dans l'espace public, jurent essentiellement par la défense des minorités, des identités et voient l'islam comme la religion opprimée en Occident. « *En cela, le rap est parfaitement en phase avec les évolutions de la société. En effet, en 2021, un sondage de l'Ifop révélait que les jeunes de 18 à 30 ans se positionnaient en rupture avec le reste de la population française, en plébiscitant de plus en plus une vision de la laïcité à l'américaine* », note à juste titre Kévin Boucaud-Victoire. C'est le principal enseignement de *Penser le rap* : la plupart des rappeurs français ont, de tout temps, préféré suivre l'air du temps que créer une contre-culture. Ils n'ont jamais voulu « changer le système », mais simplement permettre leurs copains du quartier d'en prendre les rênes.

RONAN PLANCHON

LES RENCONTRES DU FIGARO

Général François Lecointre
Le 13 mai
à 20 h, Salle Gaveau.
Tarif : 25 €.
Placement libre

Réservations :
www.lefigaro.fr/rencontres.

Informations :
01 70 37 18 18

FABIEN CLAIREFOND

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Président
Charles Edelstenne
Directeur général, directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeur des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International), Anne Huet-Wuillème (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, Télévision), Yves Thréard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news
Bertrand Gié
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMEDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général
Aurore Domont
Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.
Origine du papier : Allemagne. **Taux de fibres recyclées :** 100%.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecolabel européen sous le numéro FI/011/001. **Eutrophisation :** Ptot 0.002 kg/tonne de papier.

Ce journal se compose de :
Édition nationale
1er cahier 20 pages
Cahier 2 Économie 6 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 12 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine 140 pages
Cahier TV 60 pages
Supplément 5 Madame 148 pages